



Déclaration Fédérale

Continuons la lutte, jusqu'au retrait de la Loi El Khomri !

Contrairement à ce que déclare le gouvernement, relayé par des journalistes aux ordres, le mouvement de rejet de la LOI TRAVAIL, dite loi El Khomri, est loin de s'essouffler. Il s'amplifie même avec le développement d'actions de grèves reproductibles dans de nombreux secteurs s'accompagnant parfois de blocage de sites et/ou de routes.

L'application de l'article 49.3 est un déni de démocratie qui a scandalisé une grande majorité de salarié-e-s et qui renforce leur détermination à voir ce texte de loi retiré.

Face à cette forte opposition et à la montée des protestations, le gouvernement a décidé de faire l'autruche et de s'interroger, par la voix de son Premier Ministre, sur la pertinence des manifestations dans le contexte actuel.

Mais qui est responsable de la dégradation du climat social actuel qui engendre la colère des salarié-e-s ? Qui est à l'origine de l'affaiblissement des garanties collectives, de l'augmentation du chômage et de la misère en France ? Qui, sinon le MEDEF et le Gouvernement ?

Il est plus que temps de faire entendre la voix de celles et ceux qui créent réellement les richesses de notre pays. Voilà pourquoi la CGT, avec FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL, appellent à **deux nouvelles journées de grève et de mobilisation les 26 mai et 14 juin**. Avec l'organisation d'une manifestation nationale à Paris le 14 juin.

Rappelons-nous qu'en 2006, le CPE avait été adopté par le 49.3 et face à l'immense mobilisation, le gouvernement De Villepin avait été contraint de retirer son projet.

Faisons-en sorte que la Loi El Khomri suive le même chemin que celle du CPE. Mobilisons-nous partout et créons le rapport de force apte à nous faire entendre et respecter.

La lutte continue : rendez-vous dans la rue les **26 mai et 14 juin** !

Montreuil, le 23 mai 2016

Fédération des Sociétés d'Etudes